



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS **DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux-mille-vingt-six, le mardi vingt-deux septembre, le Conseil Municipal, dûment convoqué s'est réuni à dix-neuf heures en session ordinaire dans la salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Monsieur Alain TOUCHARD, Maire.

Nombre de Conseillers en exercice : 27.

Date de convocation : 16 septembre 2026.

PRÉSENTS : M. Alain TOUCHARD, Maire, M. Xavier GODART, Mme Odile MATHIEU, M. Jacques SEGUIN, Mme Anne PELLÉ, M. François SOULAS, Mme Fanny TIGÉ, Mme Annie TAVENNEC, Adjoints, M. Éric VIGNEAU, Mme Martine LESAGE, M. Christian DAIN, Mme Sylvie LECOUP, Mme Martine BOUCROT, Mme Caroline LEPRÊTRE, M. Mathieu HENRI, M. Olivier DUPORT, M. Olivier GUILLOU, Mme Sophie LOPES, Mme Estelle GUILLOU, Mme Julie HINGANT, M. Matthieu CHOL, Mme Fanny BILLARD LECOINTRE, M. Adrien DUMAS, Mme Julie BERTIN et M. Jérémy VANBERSEL, Conseillers municipaux.

ABSENTS EXCUSÉS : M. Éric JOSEPH, Adjoint, et M. Antoine BICHAREL, Conseiller municipal.

POUVOIRS : M. Éric JOSEPH donne pouvoir à M. Xavier GODART et M. Antoine BICHAREL donne pouvoir à M. Mathieu HENRI.

M. Jérémy VANBERSEL a été élu secrétaire de séance.



2.2 : URBANISME - ACTES RELATIFS AU DROIT D'OCCUPATION DES SOLS :

2026-72. RENOUELEMENT DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT EN MATIÈRE D'INSTRUCTION DES AUTORISATIONS DU DROIT DES SOLS (ADS) À PASSER AVEC LA COMMUNE D'ORLÉANS POUR LA PÉRIODE 2026-2032 :

Monsieur le Maire expose :

L'article n° 134 de la loi du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové a supprimé depuis le 1^{er} juillet 2015 la mise à disposition gratuite des services de l'État (DDT) en matière d'instruction des autorisations d'urbanisme des communes faisant partie d'une communauté de plus de 10 000 habitants.

En conséquence de cette décision, et en vertu de la convention de partenariat relative à l'instruction des autorisations d'urbanisme, conclue conformément aux dispositions de l'article R.423-15 du Code de l'urbanisme, le service instructeur de la Ville d'Orléans assure, à ce jour, l'instruction des demandes d'autorisations d'urbanisme pour le compte de neuf communes du territoire métropolitain. Il s'agit des communes de Chanteau, La-Chapelle-Saint-Mesmin, Mardié, Marigny-les-Usages, Ormes, Saint-Cyr-en-Val, Saint-Denis-en-Val, Saint-Jean-le-Blanc et Semoy.

La convention actuelle, qui se termine au 30 septembre 2026, incarne une décennie de coopération enrichissante et efficace entre le service instructeur et les communes partenaires. Elle a permis l'établissement d'un cadre juridique précis, le renforcement des relations, l'adaptation du service instructeur aux spécificités et exigences locales, l'élaboration d'une doctrine commune, une maîtrise des délais réglementaires ainsi que la mise en place d'une offre de service compétitive, tant en matière de coûts que de qualité de prestation. Souhaitant maintenir un partenariat à la fois fiable et performant, tout en prenant en considération l'évolution du contexte économique et les sollicitations croissantes des communes, il est proposé dans le cadre du renouvellement de la convention, une révision des modalités d'engagement.

La finalité première de cette évolution réside dans la détermination du service instructeur à proposer un service toujours plus adapté. En effet, si la convention présente d'ores et déjà de nombreux avantages, d'autres prestations appelées à être mises en œuvre, conçues pour répondre aux demandes formulées par les communes, permettront au service instructeur de consolider le service proposé, à savoir :

- La prise en charge adaptée des autorisations d'urbanisme tout en respectant les modalités d'organisation ainsi que les missions dévolues aux communes partenaires et le service instructeur (modalités de transmission et traitements des dossiers, la gestion de déclaration d'ouverture de chantier et de déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux, ainsi que l'archivage des dossiers).

- L'adaptation du service instructeur à la dématérialisation des demandes d'autorisation d'urbanisme dont le volume connaît une progression significative, nécessitant l'ajustement des procédures.
- De nouvelles prestations optionnelles visant principalement à assurer la continuité de service en cas d'indisponibilité des agents des communes partenaires et à fournir un appui technique et juridique renforcé en matière de police de l'urbanisme, en vue de la sécurisation des procédures engagées.
- Des coûts remboursables établis en fonction de l'acte instruit, conformément aux modalités prévues par la convention.

Calée sur la durée prévisionnelle des mandats municipaux, la convention est conclue avec chaque commune et prendra effet au 1^{er} octobre 2026 jusqu'au 30 septembre 2027, puis renouvelable tacitement annuellement jusqu'au 30 septembre 2032. Elle continuera néanmoins à produire ses effets sur les demandes en cours d'instruction à la date du 30 septembre 2032, jusqu'à leur délivrance ou à leurs rejets tacites.

Ceci exposé,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- ☐ D'approuver la convention de partenariat en matière d'instruction des autorisations d'urbanisme à passer avec la commune d'Orléans pour une durée d'un an renouvelable tacitement annuellement jusqu'au 30 septembre 2032 ;
- ☐ D'autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention et document correspondant, ainsi qu'à effectuer les diverses formalités rendues nécessaires par la mise en œuvre de cette convention ;
- ☐ D'imputer les dépenses afférentes sur les crédits ouverts au budget.

Annexe : convention de partenariat.

Pour extrait certifié conforme et certification des formalités prévues aux articles L.2121-7 à L.2121-25 du Code Général des Collectivités Locales. Fait à Ormes le 23 septembre 2026.

Le Maire,
Alain TOUCHARD

Transmis au Représentant de l'État le : 24 septembre 2026.

Publié ou notifié le : 24 septembre 2026.

